

PAR BASTIEN SCORDIA

1 septembre 2020, 15:35, mis à jour le 1 septembre 2020, 16:07

Diminution en vue du patrimoine net des administrations publiques

Dans une note publiée mardi 1^{er} septembre, le spécialiste des finances publiques François Ecalte explique que la valeur du patrimoine net des administrations publiques (actifs moins passifs) devrait diminuer cette année. Une conséquence directe de la hausse de l'endettement du pays en raison de la crise.



Le patrimoine du pays ne sera pas épargné par la crise sanitaire et ses conséquences économiques. Comme le révèle le spécialiste des finances publiques François Ecalte, le patrimoine net des administrations publiques devrait ainsi diminuer cette année. "De nouveau", souligne-t-il dans une note publiée sur son site Internet, Fipeco, mardi 1^{er} septembre.

Ce patrimoine net valait 345 milliards d'euros fin 2019, représentant 14,2 % du produit intérieur brut (PIB). Il correspond à la différence entre le total des actifs (financiers et non financiers) et des passifs (titres de créance, crédits...). Les actifs financiers sont notamment composés d'actions ou de titres de participation et les actifs non financiers, de terrains, généralement bâtis, d'ouvrages de génie civil comme les routes ou encore des bâtiments non résidentiels (des bureaux, par exemple).

Effondrement de 50 points entre 2007 et 2016

"Ce patrimoine net représentait 28 % du PIB en 1995 et à peu près autant en 2022, explique la note. Il a ensuite fortement augmenté pour atteindre 58 % du PIB en 2007, principalement en raison d'une forte hausse de la valeur des actifs non financiers, qui tient elle-même presque entièrement à la valeur des terrains." Cette dernière est en effet passée de 12 % du PIB en 2000 à 38 % en 2007, "essentiellement à cause de la hausse des prix".

La valeur du patrimoine net s'est ensuite effondrée de presque 50 points de PIB entre 2007 et 2016, en raison notamment de l'augmentation de 52 points de PIB des passifs. Sur la période en effet, la dette maastrichtienne a augmenté de 33 points de PIB, conséquence notamment de la crise financière. Les actifs non financiers ont quant à eux baissé de 2 points et les actifs financiers de 5 points seulement.

Entre 2016 et 2019, la valeur du patrimoine net des administrations publiques a ensuite augmenté. De 5,2 points de PIB précisément, fruit d'une augmentation de 3,7 points de la valeur des actifs non financiers – "entièrement du fait de la valorisation des terrains" – et de 2,7 points des actifs financiers alors que les passifs ont seulement augmenté de 1,3 point.

Hausse prévisible de la dette de 20 points de PIB

Un nouvel effondrement du patrimoine net est donc à prévoir cette année compte tenu du contexte budgétaire. Il devrait ainsi passer sous la barre des 10 % du PIB, selon François Ecalle. Cette année, *“la dette pourrait augmenter de plus de 20 points de PIB, pour moitié environ du fait de la baisse du PIB et pour moitié du fait de la hausse de la dette”*, explique cet ancien rapporteur général du rapport sur les finances publiques de la Cour des comptes.

La hausse du passif devrait ainsi être de l'ordre de 20 points. La valeur des actifs pourrait quant à elle diminuer. Éléments d'explication de François Ecalle : *“La valeur des actions devrait baisser si la remontée des cours ne se prolonge pas au-delà de fin août, celle des terrains devrait être à peu près stable, les créances fiscales augmenteront en raison des reports de paiement au-delà du 31 décembre, la valeur des actifs produits baissera probablement car les investissements publics locaux sont toujours faibles et souvent insuffisants pour compenser l'amortissement du capital existant l'année d'une élection municipale.”*